

Les projets qui pourraient bénéficier d'un contrat à impact social

VoisinMalin : Insuffler une dynamique positive dans les quartiers populaires, pour et avec leurs habitants



Le constat : Nombre d'habitants des quartiers populaires méconnaissent ou n'osent pas utiliser les droits qui peuvent leur permettre de faire face à leurs frais de santé. Ils entrent souvent tard dans le parcours de soin, et sous-utilisent les dispositifs gratuits de prévention santé.

La solution : Donner aux habitants des clés pour mieux comprendre le système de soins français et leurs droits.

L'objectif : Dans le cadre de missions co-construites avec des experts de la santé, les Voisins Malins se rendront au domicile des habitants pour les informer sur les droits de santé, les dispositifs de prévention, et si besoin les orienter vers des interlocuteurs pouvant les accompagner individuellement.

Le projet : L'historique des actions déjà menées par VoisinMalin indique qu'un tel programme permettrait d'augmenter de 25% le recours des habitants aux services de santé en prévention ou sans attendre l'aggravation de leur pathologie. Cette prise en charge mieux anticipée des problèmes de santé permettrait de réduire les coûts pour la sécurité sociale, en diminuant le nombre d'interventions lourdes. C'est dans cette optique qu'un financement par les contrats à impact social est envisagé.

Fermes d'Avenir développe l'agroécologie et de la permaculture à partir de la Création d'une microferme expérimentale en Touraine (à Montlouis-sur-Loire)

Le constat : Le monde agricole est englué dans une crise profonde et le modèle actuelle montre ses limites : des agriculteurs sont surendettés sur des exploitations toujours plus vastes, plus mécanisées mais non rentables, 1/3 de la production alimentaire finit à la poubelle, en particulier les fruits et légumes pour des questions essentiellement de calibrage.



La solution : donner au plus grand nombre l'envie et les moyens de lancer leur propre projet agricole, écologique et rentable en transmettant les étapes nécessaires à une telle mise en place et en évaluant le modèle économique.

Les objectifs : montrer qu'il est possible, sur moins d'un hectare, de créer un à deux emplois en maraîchage biologique et sensibiliser et d'informer, de former des maraîchers et des « entrepreneurs ruraux ».

Le projet : accompagner les territoires pour créer en zones rurales ou péri-urbaines des fermes aux retombées positives multiples permettant de nombreux coûts évités comme la réduction des dépenses de dépollution de l'eau, la réduction des dépenses de santé liées aux conséquences des produits phytosanitaires et la réduction des subventions agricoles liées au surendettement des agriculteurs.

GREENBURO réduit le coût de gestion des déchets par le biais d'actions de sensibilisation autour du tri à la source et du recyclage, tout en créant de l'emploi local



Le constat : Seuls 25 % des papiers de bureau sont aujourd'hui collectés pour être recyclés ; le reste est incinéré. Le coût de l'incinération est important pour la collectivité (avec une hausse annuelle de 6% selon la FNADE). Le tri sélectif permet d'alimenter les filières industrielles locales, tout en créant de l'emploi.

L'objectif : Augmenter les collectes de déchets triés à la source (Papiers / cartons et alimentaire biodégradable soit près de 90 % des déchets produits) tout en contribuant à la création d'emplois locaux (100 T de papier = 1 équivalent temps plein) et la mise en place de parcours d'insertion socioprofessionnelle.

Le projet : Sensibilisation par la mise en place du tri et de la collecte sélective (ou son optimisation) au sein des établissements scolaires. Ce projet permettrait d'augmenter les quantités de déchets valorisables pour arriver à des établissements « quasi 0 déchets », avec la création d'emplois ; tout en diminuant des coûts liés au traitement des déchets – et les prestations sociales attribuées aux demandeurs d'emploi (RSA – ARE mais également CMU, APL, etc.) par la reprise d'une activité salariée.

Alter'Ego Educ « Soutien Éducatif à Domicile » répond aux besoins des familles d'enfants reconnus en situation de handicap avec un accompagnement à domicile adapté.



Le constat : Dans l'Hérault, environ 700 enfants reconnus en situation de handicap par la MDPH attendent un accueil en établissement. Cette attente s'échelonne de 2 à 4 ans. En parallèle, il y a environ 300 éducateurs spécialisés à la recherche d'un emploi.

La solution : Intervenir à partir de la liste d'attente pour prévenir des situations critiques inhérentes au handicap amplifiées par l'absence d'accompagnement.

L'objectif : L'accompagnement à domicile des familles et des enfants en situation de handicap permettant d'éviter la dégradation du handicap de l'enfant, et

Le projet : Alter'Ego Educ se propose d'être une « passerelle » entre « l'attente » et « l'accueil en établissement ». En garantissant un accompagnement personnalisé auprès de ces enfants et leur famille à domicile. Alter'Ego Educ permet l'accès aux besoins fondamentaux de la prise en charge du handicap. Le projet permettrait une économie de l'ordre de 15000euros/par an/par enfant à l'Agence Régionale de Santé, La Caisse d'Allocation Familiale et le Conseil Départemental en fonction de leurs champs de compétence.

Reconnect : un cloud solidaire qui permet aux administrations publiques de faire des économies



Le constat : En 2014, 141 500 personnes étaient sans domicile fixe en France. Ces personnes vivent dans la crainte permanente de se faire dérober ou de perdre leurs effets personnels (carte d'identité, carte vitale, certificat de travail ou autres).

La solution : Grâce à sa plateforme de stockage de données en ligne Reconnect permet de limiter fortement les conséquences de la perte ou du vol des documents personnels.

L'objectif : D'ici trois ans, l'objectif est de toucher au minimum 25 000 personnes en situation de grande précarité et 750 structures d'accompagnement social. Ils disposeront ainsi d'un outil permettant de rendre l'accompagnement social plus efficace et mieux coordonné, tout en luttant contre la fracture numérique.

Le projet : Ce projet devrait permettre d'ici trois ans à 750 structures sociales (sur 3800) d'utiliser Reconnect avec les personnes qu'elles prennent en charge. La moyenne de suivis sociaux effectués par centre est de 1040 rendez-vous par an. On estime qu'environ 20% du temps est consacré à refaire des documents administratifs perdus. En limitant ce temps perdu à 10 % on peut affirmer que la solution Reconnect permettra à l'ensemble de l'action sociale de réaliser plus de 390 000 rendez-vous sociaux supplémentaires.